

L'Action commune dé-chaî-née !

CAMPAGNE Marc Goblet : « Ils ont vendu la Wallonie et les francophones à la N-VA ! »

- ▶ L'Action commune PS-FGTB-Mutualité lance une campagne en faveur de la protection sociale.
- ▶ A Namur, lundi, les trois ont chargé sans frein le gouvernement fédéral.

On est au-delà de la campagne « Protection sociale pour tous » associant la Mutualité socialiste, la FGTB et le PS, ainsi que d'autres organisations membres du CNCN-11.11.11 (Centre national de coopération au développement). Lundi, dans les locaux de Solidaris, à Namur, Jean-Pascal Labille, Elio Di Rupo et Marc Goblet ont hyperpolitisé leur démarche du 23 mars – on dit ça, parce qu'elle fera date. Et si ce n'était orchestré, le hasard fait bien les choses en rouge. Une Action commune plein pot, on n'avait plus assisté à ça depuis le siècle dernier ! Il fallait voir la montée en puissance lorsque le secrétaire général des Mutualités, le leader de la FGTB, le président du PS ont pris la parole l'un après l'autre pour compléter une offensive anti-gouvernementale totale. Après coup, on glisse à Marc Goblet : « Vous y avez été dites donc ! » Il confie : « Mais eux, ils ne se gênent pas pour nous attaquer ! Et puis il faut dire les choses comme elles sont. » Graves, entendez.

Jean-Pascal Labille a ouvert le feu : « Les conservatismes sont si puissants aujourd'hui que ce n'est qu'au prix d'un rassemblement des forces progressistes que nous parviendrons à en avoir raison. » En fait de « rassemblement des forces progressistes », c'est de l'Action commune dont il est question (à ce stade), à laquelle « il faut donner un sens nouveau, une nouvelle vigueur », insiste le patron des Mutualités. Qui appelle à « une union renouvelée » pour « renouer avec la fougue » des ancêtres qui ont bâti l'assurance maladie, aboli le travail des enfants, réduit le temps de travail... « Nous, progressistes, devons retrouver notre esprit de

conquête, nos plus belles réussites sont à venir ». A commencer par la sauvegarde (le « renforcement », par un financement alternatif mettant à contribution le capital) d'une protection sociale « menacée par les velléités conservatrices » qui « la considèrent au travers du coût qu'elle occasionne et de l'entrave à l'essor des entreprises », alors qu'« avec le développement économique, elles sont les deux faces d'une même pièce ».

« Nous devons aller vers les gens, car ils sont tentés par les idées populistes, anti-immigrés, anti-chômeurs »

J.-P. LABILLE

Voilà, le patron des Mutualités a ouvert la voie. Arrive Elio Di Rupo. Qui va au but : « En se déclarant réformatrice, et au nom de la compétitivité, la droite s'en prend aux droits des travailleurs, des familles, des pensionnés, nous le voyons avec le gouvernement MR/N-VA. » Lequel, aligne Elio Di Rupo en substance, s'attaque au système des pensions légales, dépose en urgence un projet de loi intitulé « promotion de l'emploi » programmant le saut d'index, la dispense de l'obligation pour les employeurs de former les travailleurs, la réduction du coût des licenciements collectifs... « Et ce n'est qu'un début », assène le président du PS : « Selon la N-VA, les prochains efforts budgétaires devront se faire presque uniquement en sécurité sociale. » Une agression peut en cacher une autre : « Mettre en cause notre sécurité sociale, qui est le ciment de notre pays, c'est mettre en cause l'existence de la Belgique même... Et le MR est le complice de cette forfaiture. » Le président du PS noircit le trait : « Nous avons droit à un gouvernement-carica-

ture de la droite. » Thatcher à côté ! « Face à l'attitude indigne du gouvernement MR/N-VA (« MR N-VA » dans le texte, les socialistes ne les séparent pas...), notre pays gouverné au départ de l'hôtel de ville d'Anvers, nos citoyens, nos familles, nos pensionnés, nos jeunes ont besoin d'un parti socialiste fort, d'un syndicat socialiste combatif, de mutualités socialistes efficaces »...

Jean-Pascal Labille avait ouvert la voie, Elio Di Rupo est allé au but, Marc Goblet enfonce l'adversaire : « Ils ont livré la Wallonie et les francophones à la N-VA, proclame-t-il. Quand la N-VA aura cassé la Sécu, alors ce sera le temps du confédéralisme. Nous ne pouvons l'accepter ! Nous devons aller vers les gens, faire de la pédagogie, expliquer cela, car ils sont tentés par les idées populistes, anti-immigrés, anti-chômeurs, et ce n'est pas du tout ça le problème ! » Le problème, c'est « la société de la dérégulation totale » que le gouvernement fédéral prépare : « Nous ne devons pas nous laisser entraîner ! Ils disent "modernité", mais si la modernité c'est détruire les solidarités collectives, alors je vous le

dis : soyons archaïques ! Ils créent les conditions pour que nous soyons tous laminés par le capitalisme. »

Marc Goblet est une grève générale à lui seul. Elio Di Rupo et Jean-Pascal Labille opinent, ils ne croyaient pas si bien dire. Les trois signent la charte de lancement de la campagne en faveur de la protection sociale en Belgique et dans le monde. Devant les médias, ils se munissent des autocollants-sparadraps idoines. Ce n'est pas un jeu, ça va saigner ! ■

DAVID COPPI

OLIVIER CHASTEL

« Goblet est bien le porte-parole de Di Rupo »

Réactif par tempérament, Olivier Chastel n'a pas du se faire violence pour réagir lundi après-midi. Prenant connaissance de l'offensive de l'Action commune PS-FGTB-Solidaris, le président du MR a décoché un communiqué au vitriol depuis la Toison d'Or, que voici : « La FGTB fait le choix de se porter au chevet du parti socialiste plutôt que de défendre la cause des travailleurs. Olivier Chastel voit dans cette attitude une clarification : Marc Goblet est bien le porte-parole d'Elio Di Rupo au sein du groupe des 10. Le président du MR s'interroge donc sur

la volonté de la FGTB de jouer le jeu de la concertation sociale. »

Volant au secours du gouvernement Michel, le bleu recadre : « A nouveau, le parti socialiste et ceux qui se rangent à ses côtés ne parviennent à exister qu'à travers la caricature qu'ils dressent du gouvernement fédéral, en l'accusant "d'être le complice de la NVA dans la destruction de notre modèle social", alors que l'objectif du gouvernement de Charles Michel est précisément la création d'emplois et la sauvegarde de notre système de sécurité sociale ».

D.CI

Vers une recomposition du paysage politique francophone

La démocratie représentative est en crise. Les Etats cèdent de plus en plus de pans de leurs pouvoirs – de manière très officielle, à l'Europe; de manière plus insidieuse, aux multinationales. Les pays européens sont tous confrontés à la montée de formes de populismes, de nationalismes, d'extrémismes. Le modèle économique est à bout de souffle... Pour les partis, dont le périmètre d'action reste la nation, les données de l'équation politique sont de plus en plus difficiles à maîtriser. Les formations francophones n'en sont que trop conscientes, qui se sont toutes engagées sur la voie de la refondation. Le calendrier électoral ne pourrait leur être plus favorable : sauf chute de la suédoise, près de quatre ans et demi séparent le dernier scrutin du prochain – une éternité et, surtout, une première depuis vingt ans ! L'exercice, dans tous les partis, est double. D'une part, il s'agit de relancer une machine à idées essoufflée par l'enchaînement des campagnes électorales et la transformation profonde de l'Etat (les Régions pèsent aujourd'hui autant que le fédéral). De l'autre, il faut conquérir de nouvelles terres électorales : l'objectif s'impose, de manière quasi vitale, dans tous les partis. Autant d'ingrédients d'une re-

composition du paysage francophone qui s'est amorcée, ces dernières semaines.

1 Concurrence accrue à gauche

On a beau avoir écrit, durant toute la campagne interne chez Ecolo, que les deux équipes, c'était chou vert et vert chou, la première sortie de Zakia Khattabi imprime une marque nouvelle. « Ecolo est l'avenir de la gauche », a-t-elle lancé, lundi, sur Bel RTL. Décodage : pas question, pour la coprésidente, de se placer en rivale du PS, mais bien de souligner l'épuisement d'une gauche rivée sur les chiffres de la croissance, érigés, selon elle, en dogme. Qu'à cela ne tienne, le positionnement place d'un coup les Verts en rivalité directe avec le PS ; les premières flèches décochées par la coprésidente étaient d'ailleurs toutes entières dirigées vers le PS. Lequel a précisément entamé, ce dimanche, un processus de réflexion idéologique qui se veut ambitieux : « le Chantier des idées n'a pas pour but de rédiger un programme électoral, limité à une législature ; notre horizon est plus lointain », a insisté Elio Di Rupo. Surtout, le patron des socialistes entend ratisser large, en associant non seulement tous les militants mais aussi, « tous les progressistes ». Qui, par définition, n'ont pas nécessairement leur

carte du parti à la rose. Et là, on retombe dans la pure stratégie électorale : le PS est à la traîne dans les sondages, talonné (en Wallonie) voire devancé (à Bruxelles) par le MR ; menacé, sur son flanc gauche, par le PTB. Pour retrouver, en 2019, un poids qui le rende incontournable, le boulevard de l'Empereur sait qu'il doit d'abord ramener au bercail ses ouailles débauchées par Raoul Hedebouw ou Ecolo, avant de draguer au centre. Bref, la concurrence s'annonce rude sur le flanc gauche francophone, par ailleurs confronté, comme quasi partout en Europe, à une profonde crise d'identité.

2 Monopole à droite

Côté francophone, l'extrême droite est pour ainsi dire inexistante, le PP ne décolle pas comme le PTB à gauche, bref, le MR est en situation de quasi-monopole à droite. Dans un espace francophone qui dénote sur la scène européenne par son penchant gauchiste, ce n'est pas nécessairement une garantie de succès. Charles Michel a d'ailleurs bâti tout son projet idéologique sur un profilage plutôt au centre-droit. Plus question d'être le parti des banquiers, le Mouvement réformateur se voulait le « bouclier de la classe moyenne », clamait celui qui était encore loin de se douter qu'il deviendrait Premier mi-

nistre, en décembre 2013. Derrière ce slogan, une stratégie très claire : s'imposer comme un grand parti populaire, en attirant tous ceux « *qui ont le goût du travail* ». En se plaçant au centre-droit, le MR espérait aussi récupérer les déçus/dégoûtés du PS (et du CDH) et faire basculer le centre de gravité en Wallonie. Les sondages montrent, pour l'instant, que l'écart entre les deux grands se resserre... Mais, a contrario, la participation, totalement assumée jusqu'ici, dans une coalition suédoise bien ancrée à droite, pourrait brouiller cette stratégie, en éloignant les libéraux du centre. L'avenue de la Toison d'Or en est consciente : ces dernières semaines, le parti a donné des accents plus sociaux à sa communication (sur les prépensions, la non-indexation des loyers, les aidants proches).

3 Flou au centre Depuis qu'il est président, Benoît Lutgen veut incarner la troisième voie. Pour lui, le centre n'est pas une jachère coincée entre la gauche et la droite, mais bien un espace à conquérir, au-dessus de ces deux champs, « *hyper-matérialistes* ». Le président humaniste a fait du développement humain le fil conducteur de son projet ; un concept qu'il a toutefois bien du mal à imposer à l'agenda politique... Il y va pourtant de l'avenir du parti. Il ne l'avouera jamais mais le Bastognard est parfaitement conscient qu'il doit trouver des relais de croissance par-delà son fonds de commerce chrétien. C'est l'un des buts de son congrès, ce samedi : « *ouvrir les portes et fenêtres du CDH* ». Aux jeunes, à la société civile, au milieu associatif. Objectif : s'imposer au centre. Ecolo et le FDF auraient pu être des alliés au sein d'un mouvement

centriste. Le positionnement de Zakia Khattabi ferme cette porte, qu'avait déjà claquée Olivier Maingain. Le président du FDF revendique aussi la troisième voie, celle du libéralisme social abandonné, selon lui, par le MR.

4 Des mois pour décanter Reste à traduire ces postures stratégiques en idées novatrices... Mais aussi en nouvelles formes d'action. Jusqu'ici, les propositions ne regorgent pas d'originalité : le FDF veut changer de nom, Ecolo et PS veulent retourner sur le terrain et, comme le CDH, s'ouvrir à la société... Les partis amarante et vert se veulent aussi « généralistes », sans abandonner leur signature communautaire ou verte... Des recettes communes qui doivent encore prouver leur efficacité pour régénérer les partis. ■

VÉRONIQUE LAMQUIN